

sevit actuellement et d'assurer maintenant et à l'avenir l'expansion de notre agriculture. Il suffit de regarder au-delà de la frontière pour constater que la crise agricole est encore pire chez nos voisins.

**M. Wise:** Leur situation financière aussi, d'ailleurs.

**M. Althouse:** Leurs problèmes financiers sont plus graves que ceux des agriculteurs canadiens parce que la mise en marché de leurs produits n'a pas été contrôlée d'aussi près. A mon avis, nous le devons en grande partie aux organismes que je viens de mentionner. Parce que la Commission canadienne du blé et la Commission canadienne du lait peuvent s'occuper de la mise en marché afin d'obtenir des prix équitables pour les agriculteurs et que les divers offices de commercialisation du poulet et des œufs du Canada peuvent faire la même chose, il y a au moins certains agriculteurs qui ont pu obtenir un revenu comparable à leurs coûts, préserver leur rentabilité et suivre la même progression que les autres Canadiens. Sans ces organismes et l'initiative que le ministre est maintenant disposé à prendre, les agriculteurs canadiens ne pourraient pas survivre dans la conjoncture économique actuelle.

Le Canada a un secteur agricole relativement important pour une économie comme la sienne et il n'est donc pas vraiment disposé à subventionner l'agriculture pour en assurer la rentabilité comme le font normalement la Communauté économique européenne, les États-Unis et d'autres pays industrialisés comme le Japon. Vu que notre pays est peu peuplé, nous pouvons avoir régulièrement une production excédentaire. Notre assiette fiscale est relativement restreinte par rapport à celle de pays qui comptent un grand nombre de contribuables très riches. Nous devrions donc permettre aux agriculteurs de se débrouiller seuls, comme le propose notre politique en matière d'agriculture. Nous devons leur fournir les organismes de mise en marché dont ils ont besoin, comme la Commission du blé et la Commission du lait, et leur permettre de s'adapter aux réalités du marché au Canada et à l'échelle internationale.

J'ai essayé de leur fournir une occasion en ce sens plus tôt pendant la session, au moment où nous avons élargi le cadre de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme pour donner les mêmes possibilités aux producteurs de tabac. A l'époque, j'avais proposé une modification qui aurait permis à tous les producteurs de fruits, de légumes, de céréales et de bétail de jouir des mêmes privilèges. Le gouvernement est cependant intervenu pour empêcher que cela ne se produise. Je regrette qu'il l'ait fait parce que, selon moi, si les agriculteurs veulent survivre dans le climat économique très difficile que nous connaissons maintenant, il est essentiel qu'ils puissent s'entraider. C'est la seule solution qui puisse leur permettre d'avoir le revenu dont ils ont besoin pour conserver des exploitations viables.

### *Les subsides*

En terminant, je signale que je suis heureux que nous ayons eu l'occasion de discuter de l'agriculture cet après-midi. J'exhorte le gouvernement à tenir compte des nouvelles analyses que le ministre nous a données aujourd'hui et qui représentent un revirement complet par rapport à la position adoptée auparavant par son parti et son gouvernement. J'espère qu'il réussira à convaincre ses collègues du cabinet, surtout le député d'Assiniboia et le premier ministre, qui étaient certains, il y a 16 ou 18 mois, que l'agriculture était en bonne posture et qu'il suffirait de travailler un peu plus fort pour vendre les produits des agriculteurs canadiens et résoudre leurs problèmes.

Au moins, le ministre a reconnu qu'il n'en était rien. J'espère qu'il le confirmera en présentant les modifications nécessaires à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, de sorte que d'autres exploitants que les producteurs de poulets, d'œufs et de lait puissent subvenir à leurs besoins.

**M. Wise:** Monsieur le Président, au début de ma réplique au discours du très honorable chef de l'opposition (M. Turner), ce matin, j'ai fait quelque chose que l'on pourrait qualifier d'inhabituel, puisque je l'ai félicité du ton de son discours. J'estime qu'il n'est que juste, après avoir écouté le porte-parole du NPD pour l'agriculture, le député de Humbolt-Lake Centre (M. Althouse), de saisir l'occasion pour lui adresser, au nom de mon ministère également, mes compliments sur la façon dont il a exposé son point de vue à la Chambre aujourd'hui.

**M. Foster:** Monsieur le Président, je pensais que le ministre allait disserter plus longtemps.

Les propos du député de Humbolt-Lake Centre (M. Althouse) étaient très intéressants. Il a fait un certain nombre d'observations sur le discours du ministre de l'Agriculture (M. Wise). J'ai été stupéfait d'entendre le ministre de l'Agriculture se dire en parfait accord avec le ministre des Finances (M. Wilson) et rejeter les propositions du chef de l'opposition.

Cela me surprend, car j'estime que 90 p. 100 des problèmes du ministre de l'Agriculture viennent de ce qu'il n'a pas l'appui et l'assistance du ministre des Finances. Le document intitulé *Questions fiscales dans l'agriculture*, qui a été présenté au comité des finances, du commerce et des questions économiques plus tôt cette année, expose clairement la position du gouvernement. Selon le Livre blanc du ministre des Finances, les agriculteurs gagnent deux fois plus que les autres Canadiens, ne paient que le quart des impôts et autres taxes et sont huit fois plus riches que leurs concitoyens. Je suis certain que tous les agriculteurs récusent ces affirmations. Je suis sûr que le ministre de l'Agriculture tiendrait des propos beaucoup plus nuancés.